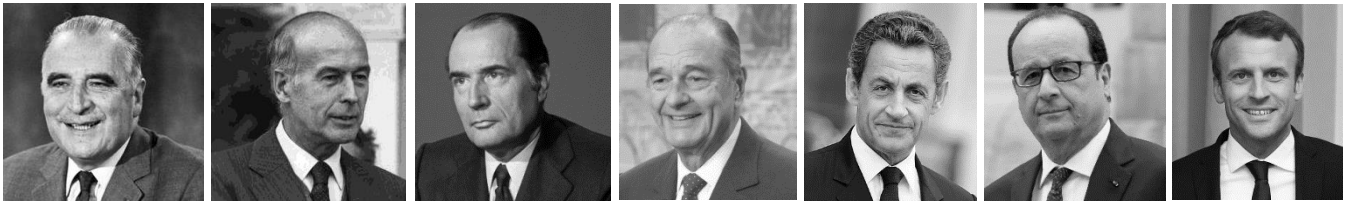


ILS ONT TUÉ LA FRANCE



G. Pompidou
(1969-1974)

V. Giscard-d'Est.
(1974-1981)

F. Mitterrand
(1981-1995)

J. Chirac
(1995-2007)

N. Sarkozy
(2007-2012)

F. Hollande
(2012-2017)

E. Macron
(2017-)

Comme ils ont l'air chou sur la photo, nos sept derniers Présidents de la V^e République !... Vous ne trouvez pas ? Avec leurs têtes sympas de bons pères de famille et leur sourire filé, on leur donnerait le Bon Dieu sans confession. Sauf...

Sauf que dans une société normalement constituée, ils auraient déjà relevé du peloton d'exécution, peut-être de la guillotine, qui sait ?... Peut-être du gibet, de l'éstrapade, de l'écartèlement, du bûcher, ou tout autre accompagnement de fin de vie pour forfaiture et haute trahison.

Oui, ce sont bien ces sept personnages à l'origine de l'application du plan mondialiste de destruction systématique de toutes les nations du monde, donc de la nation française, et de l'anéantissement de son peuple historique. Tous, je dis bien TOUS, sans exception, y ont contribué ou y contribuent, et ne font pas semblant. Leur cas relève de la justice d'exception, appelant des condamnations à titre posthume ou anthume : la dégradation civique ou indignité nationale, voire la dénaturalisation, avec en plus, pour ceux qui sont en vie, la saisie des biens personnels acquis en cours de mandats.

Le dossier d'accusation évidemment ne peut pas être résumé dans ces pages, mais on peut en définir les grandes orientations :

1. La bombe migratoire de destruction massive des peuples français et européens, le regroupement familial, la légalisation de l'avortement génocidaire, de l'euthanasie, aux fins d'élimination du peuplement historique de la France et de son remplacement massif par des populations allo-gènes introduites frauduleusement.

2. L'avalanche de lois liberticides et la multiplication des actes de censure visant la liberté d'expression depuis la première loi Pleven de juillet 1972 ; loi mère dite « antiraciste » par inversion sémantique qui doit se comprendre comme loi « antifranaise », ainsi que toutes les lois, décrets, circulaires pénalement aggravantes ayant suivi par dizaines.

3. L'avalanche de lois sociétales tendant au bouleversement anthropologique de l'espèce humaine (gauchisme, permissivité, drogue, « mariage » homosexuel, wokisme, genrisme, etc.), visant à la destruction de la famille afin de soumettre l'individu à la puissance de l'État barbare, de le dépouiller de ses critères identitaires et de toute dignité humaine, et le réduire à la seule satisfaction de ses instincts primaires de consommateur aboulique.

4. Le démantèlement de l'espace territorial français et sa dilution dans le magma pandémoniaque de l'Union Totalitaire Euro-Soviétique : suppression des frontières nationales européennes et découpage arbitraire des anciennes provinces afin d'effacer le passé des nations européennes et les diluer dans l'espace totalitaire euro-soviétique en puissance, celui-ci n'ayant rien à voir avec les peuples de l'Europe.

6. La perte de souveraineté politique et monétaire de la nation française au profit du Pandémonium Euro-Soviétique de Bruxelles, filiale de l'État profond américain, des services secrets et du Département d'État US, conjointement à la trahison des édiles français.

7. La captation par la Haute finance internationale cosmopolite et apatride des finances de l'État français, consécutivement à la loi du 3 janvier 1973 imposant le transfert de nos finances publiques (vos impôts) sur les marchés spéculatifs, avec recours abusif à la planche à billets et à l'emprunt public extérieur massif et récurrent.

8. La destruction de notre armée nationale transformée en armée « professionnelle » de mercenaires soldés par l'abolition de la conscription, la fermeture des bâtis de cantonnement, de nombreux de nos arsenaux, le budget de la défense nationale ayant joué durant des décennies le rôle de variable d'ajustement du budget général de l'État.

9. L'explosion de l'insécurité civile à des hauteurs que la France n'a pas connus probablement depuis la chute de l'Empire romain : agressions permanentes de toutes natures, jusqu'au meurtre gratuit ; harcèlement, difficultés pour les femmes d'exprimer leur nature féminine librement, chocs communautaires, guerre de rues, trafics de drogue, provocations et agitation sociale permanente dues à l'activisme gauchiste impuni, police débordée et privée de moyens adaptés à la situation, justice laxiste et permissive sinon complaisante ; tendance des gouvernements à transformer les forces de police et de gendarmerie en gardes prétoriennes de l'État et à ne voir le danger sécuritaire que dans l'extrême droite.

10. La désorganisation du système de santé au profit des grandes multinationales de la santé, le scandale de la pandémie Covid19 et des vaccinations ou survaccinations criminelles, les conflits d'intérêts entre Big-pharma et les représentants de la science, le scandale plus général du fonctionnement des hôpitaux, de l'accueil des vieux, de la médecine de campagne...

11. La transformation de l'école publique, dite Éducation nationale, en une vaste entreprise de bourrage de crâne et de formatage des cerveaux, dans le but de soumettre au matraquage idéologique le futur adulte, de lui encarcanner les lobes frontaux afin qu'il ne puisse mentalement jamais s'extraire des cadres posés par la tyrannie républicaine, et désirer autre chose que ce que l'État barbare a décidé pour lui ; ou, si l'on veut, abolir ses facultés naturelles à la réflexion.

12. L'effondrement de la qualité culturelle des productions artistiques quand bien même la République est dotée de riches moyens de subvention, et alors que les organismes de soutiens à la « culture » n'ont jamais été aussi généreusement abondés de provende publique ; on n'a jamais eu à affronter, sauf exceptions, autant de médiocrité générale dans la pratique de toutes les formes de l'Art, autant dans la peinture que la musique, la littérature et le cinéma subventionnés transformés en entreprise de films à fins de propagande idéologique. Et j'ajouterai l'architecture moderne qui a envahi de ses affreuses décoctions bétonnées les espaces urbains, comme une insulte aux vénérables œuvres du temps passé. Jamais la culture française n'aura été pourvue d'aussi grands moyens pour produire autant d'œuvres prolifiques, ayant dans le même temps aussi peu mérité la qualification de « chef-d'œuvre ».

5. L'artificialisation effrénée de l'espace territorial français, résultant d'un urbanisme à la va comme je te pousse, sans ordre ni réflexion, sans plans mûrement étudiés, bétonisation et bitumisation à outrance des terres les plus fertiles : extensions abusives des espaces urbains et des voies de communications : rail, autoroutes, aéroports, etc.

13. La mise à l'encan de l'héritage patrimonial et civilisationnel français, abandonné à la spéculation financière : des plus petites aux entreprises stratégiques, avec tout le haut potentiel technologique et le savoir-faire qui vont avec, tout le domaine bâti historique (châteaux, monuments, voire édifices religieux), tout le domaine agricole visé, terres cultivables, vignobles, forêts etc. Tout

doit disparaître : la France est à vendre ! Situation largement provoquée et encouragée par l'endettement criminel stratosphérique de l'État républicain que plus personne ne peut contrôler.

14. La destruction de l'agriculture paysanne de tradition au profit de l'industrialisation productiviste de la terre, au détriment de l'environnement et de la qualité alimentaire. Les denrées consommables sont de plus en plus dénaturées par une agriculture qui ignore ou méprise totalement les lois de la nature, en se proposant de livrer à la consommation humaine des produits carencés, tant sur le plan organoleptique que sur leur teneur en principes nutritifs. Que ce soit la consommation des produits issus directement de l'agriculture ou les produits transformés de l'industrie agroalimentaire, la santé des générations futures s'en trouve à court terme gravement menacée.

15. La mise en place d'un processus de déchristianisation forcenée de la nation française visant à faire oublier son origine historique millénaire doublement royale et catholique — en clair, effacer son prestigieux passé historique —, et à transformer l'Église catholique en une vague secte étatsunienne dite « évangélique », voire une vulgaire ONG à l'américaine servant de couverture aux services secrets mondialistes, donc américains.

16. Et l'on pourrait continuer en évoquant, par exemple, la médiocrité générale du personnel politique républicain, de ces prétendus « élus du peuple » qui ne sont de fait que les serviles marionnettes soumises à l'influence des forces apatrides mondialistes, et évoquer la corruption endémique qui règne au sein de ces mêmes « élites » abusivement dites « représentatives », dont le nombre de 560 000 élus est le plus important au monde en proportion de la population.

On notera que parmi les centaines, je dis bien les centaines décisions qui ont amené depuis plus de cinquante ans à cette effrayante plongée infernale de l'État français dans les abysses de la décadence, conduisant inexorablement à la destruction systématique de la nation française historique, une seule a fait l'objet d'une consultation populaire par référendum : le traité de 2005 établissant une Constitution pour l'Europe, rejeté par 55% des suffrages exprimés. Bafouant le résultat des urnes et la volonté du peuple français, le Président Sarkozy, trois ans plus tard, l'a faite passer par la voie parlementaire sous le nom de traité de Lisbonne.

Parmi les trois noms de présidents encore en vie, laissant de côté M. Hollande, le plus médiocre, francocide par pure bêtise, je retiendrai MM. Sarkozy et Macron, les plus démoniaquement pervers, se révélant parmi les plus actifs ennemis du peuple français.

Extrait d'une de mes chroniques

(...) M. Sarkozy n'aura pas eu à se salir les mains. Ses prédécesseurs de « droite » auront fait la sale besogne pour lui. Une fois élu avec les voix des catholiques, devant lesquels il n'a cessé de faire des appels du pied et des démonstrations d'attachement à la foi chrétienne alors qu'il est Juif, et que rien dans sa vie personnelle n'est de nature à en faire un catholique. Une fois les manettes du pouvoir en mains, il n'avait plus qu'à laisser faire et appuyer tranquillement sur la chanterelle, c'est-à-dire à évoquer en de multiples occasions le démantèlement de la nation française et son asservissement au Nouvel Ordre Mondial.

— 27 septembre 2007. Discours d'ouverture de la 62^e Assemblée générale de l'ONU : « *C'est d'un nouvel état d'esprit dont le monde a besoin. C'est un véritable New Deal à l'échelle planétaire qui est nécessaire, un New Deal écologique et économique. Au nom de la France, j'appelle tous les États à se réunir pour fonder le **NOUVEL ORDRE MONDIAL** du XXI^e siècle sur cette idée forte que **les biens communs de l'humanité doivent être placés sous la responsabilité de l'humanité tout entière** ».*

M. Sarkozy fait, pour la première fois, publiquement allusion au Nouvel Ordre Mondial. Je me contenterai de poser cette question : qui sont-ils les **responsables** de ceux qui **ont la responsabilité de l'humanité tout entière** ?... Des noms !

Plus loin, il ajoute ceci : « *Je veux dire au nom de la France, qu'il n'y aura pas de paix dans le monde sans le respect de la diversité, sans le respect des identités nationales, sans le respect – j'ose le mot – des religions et des croyances ; sans le respect des cultures ; l'attachement à sa foi ; à son identité ; à sa langue ; à sa Culture. À une façon de vivre, de penser, de croire.* » Noter cette contradiction incroyable : dans le même discours il arrive à dire une chose et son contraire... Il nous étonnerait que le Nouvel Ordre Mondial ait le respect des identités nationales et des cultures ! Affirmer une chose et son contraire dans le même discours ou d'un discours à l'autre est le sport favori des élus de la République. Les électeurs apprécient et en redemandent.

— 23 Octobre 2008. Argonay, Haute-Savoie : « *Cette crise (de la Haute finance internationale) marquera sans doute, pour l'histoire le commencement véritable du XXI^e siècle. Le moment où tout le monde aura compris qu'il était temps de changer, temps de donner un nouveau visage à la mondialisation, temps de construire un **NOUVEL ORDRE MONDIAL**, politique, économique, social, **assis sur de nouveaux principes et de nouvelles règles**. Au nom de l'Europe, en tant que président [tournant] de l'Union Européenne, j'ai proposé que se tienne d'ici à la fin de l'année un **sommet mondial** pour que soient discutés et décidés ces nouveaux principes, ces nouvelles règles ; cette réunion, ce sommet, aura lieu aux États-Unis le 15 novembre prochain.* »

Pour la deuxième fois, M. Sarkozy évoque clairement le Nouvel Ordre Mondial. Je pose la question : quels sont-ils **ces principes et ces nouvelles règles** ? Remarquons le fait que ce sommet mondial dût se tenir aux États-Unis est plus qu'un symbole : c'est une véritable reconnaissance du vassal à son suzerain, le Président en cours de l'Union Européenne !

— 16 janvier 2009. Vœux au corps diplomatique étranger : « *...La crise est mondiale ; il faut que nous lui apportions une réponse mondiale ; j'en appelle à tous les gouvernements : aucun d'entre nous n'en sortira en faisant sa propre politique dans son coin, isolé de ce que font les autres. Aucun. Nous avons besoin du dynamisme de chacun pour deux choses : la première, trouver un nouveau système de régulation ; ça sera l'enjeu du sommet de Londres ; et je puis vous dire une chose : l'Europe aura une position commune, forte ; et je puis vous dire une deuxième chose : nous n'accepterons pas un sommet qui ne décidera pas ; **je puis vous dire une troisième chose : on ira ensemble vers ce NOUVEL ORDRE MONDIAL ; et personne, je dis bien personne, ne pourra s'y opposer** ; car à travers le monde, **les forces au service du changement sont considérablement plus fortes que les conservatismes et les immobilismes**... » Pour la troisième fois le président Sarkozy évoque le Nouvel Ordre Mondial. Je pose la question : quelles sont-elles **ces forces au service du changement qui sont si considérablement plus fortes que les conservatismes et les immobilismes** ? On aimerait les connaître, ces forces...*

— 14 janvier 2007. Congrès de l'UMP (donc de « droite ») : « *Je veux être le président d'une France qui aura compris que la création, demain, sera dans le mélange, dans l'ouverture, dans la rencontre, je n'ai pas peur du mot... **dans le métissage**.* » M. Sarkozy peut dire n'importe quoi devant les béni-oui-oui et autres cruches mentalement décérébrées de l'UMP (aujourd'hui *Les Républicains* bien nommés), ceux-ci sont toujours prêts à applaudir leur champion, même quand il leur promet leur propre anéantissement ethnique !

— 17 décembre 2008. Discours sur l'égalité des chances et la diversité. Palaiseau. Il remet le couvert : « *Quel est l'objectif ? Ça va faire parler... mais l'objectif, **c'est relever le défi du métissage**... défi du métissage que nous adresse le XXI^e siècle. Ce n'est pas un choix... **C'est une obligation**, c'est un impératif, on ne peut pas faire autrement au risque de nous trouver confrontés à des problèmes considérables. Nous devons changer, alors nous allons changer ; on va changer partout en même temps : dans l'entreprise, dans les administrations, à l'éducation, dans les partis politiques, et on va se mettre des obligations de résultat. **Si ce volontarisme républicain ne fonctionnait pas, il faudrait alors que la République passe à des méthodes plus contraignantes encore.** » Cette fois, c'est le recours explicite à la menace. On sent le coupeur de têtes qui se retient. On aimerait, là aussi, en savoir plus sur les **méthodes plus contraignantes** annoncées.*

— Enfin, pour terminer, ce passage extrait de son livre *Témoignage* ; à ce moment-là, il était encore ministre de l'Intérieur. Je cite et commente au fur et à mesure : « *Être français se définit à nouveau* » (Objection : être français ne se définit pas à nouveau, mais se définit par son appartenance, son origine, et son adhésion s'il y a lieu) — « *comme le fait d'aimer la France, ses valeurs éternelles, son destin exceptionnel, sa culture universelle* » (Objection : qu'est-ce qu'il y a de nouveau, là-dedans ?). « **C'est une France où l'expression "Français de souche" a disparu** » (Objection : merci pour eux et accessoirement pour le Français de souche que je suis. Il y a déjà un nombre certain d'années que le l'ai compris et que je le vis quotidiennement : le Français de souche, le Français de France, le Français de terroir, d'héritage, de lignée est à abattre ; que la chasse à l'homme commence !). « *Où la diversité est comprise comme une richesse* » (Objection : certainement une richesse qui enrichit la diversité — comprenons le métissage — mais appauvrit la France). « *Où chacun accepte l'autre dans son identité et le respecte* » (Objection : et ceux qui n'acceptent pas l'identité des Français de souche et ne les respectent pas comme M. Sarkozy, que faut-il en penser ?). « *Où la surenchère des mémoires s'incline devant l'égalité devenue enfin réalité* » (Objection : qu'est-ce que la surenchère des mémoires qui s'incline ? Une explication est demandée). « **Cette France, je l'ai appelée France d'après.** » (Objection : les Français de souche qui ne sont donc plus la *France d'après* mais seulement la *France d'avant*, doivent-ils se féliciter que la guillotine ne soit plus un argument politique ?).

Voilà le personnage Sarkozy, voilà l'homme politique de « droite », le sauveur de la République, l'enfonceur de la France. Remarquons que seuls MM. Sarkozy et le Président Américain George Bush senior ont explicitement fait référence au Nouvel Ordre Mondial, les deux ayant été un peu vite en besogne, pensant que c'était déjà fait, et que l'affaire était dans le sac. Reconnaissons que M. Sarkozy aura eu au moins cette honnêteté d'annoncer la couleur, ce qui ne sera pas le cas de ses deux successeurs, Hollande et Macron, qui se sont contentés de faire taire les mots et d'appliquer la politique du fait accompli : ni vu, ni connu, je t'embrouille !

*

Quelques faits et dits de M. Macron (relatives à son premier quinquennat)

En meeting à Londres, devant les expatriés :

« *Pour moi, il n'y a pas d'art Français.* »

En meeting à Lyon :

« *Il n'y a pas de culture française, il y a une culture en France.* »

À un chômeur :

« *La meilleure façon de vous payer un costard est de travailler.* »

Sur un plateau de télé :

« Bien souvent, la vie d'un entrepreneur est plus dure que celle d'un salarié, il ne faut pas l'oublier. Il peut tout perdre, lui, et il a moins de garanties. »

Lors d'un salon à Las Vegas :

« Il faut des jeunes Français qui aient envie de devenir milliardaire. »

À propos des voyages en autocar :

« Avec la relance des autocars, les pauvres voyageront plus facilement. »

Dans la société Gad, abattoir :

« Il y a dans cette société, une majorité de femmes, il y en a qui sont pour beaucoup illettrées. »

À un chômeur horticulteur :

« Je traverse la rue, et je vous en trouve du travail. »

Lors d'une visite en Grèce à propos d'une grève en France :

« Je ne céderai rien, ni aux fainéants, ni aux cyniques, ni aux extrêmes. »

Les Gilets Jaunes :

« Jojo avec un gilet jaune a le même statut qu'un ministre ou un député ! »

Une gare :

« Une gare, c'est un lieu où on croise les gens qui réussissent et les gens qui ne sont rien. »

Lors de la traditionnelle galette des Rois (?) :

« Les troubles que notre société traverse sont aussi dus, liés, au fait que beaucoup trop de nos concitoyens pensent qu'on peut obtenir sans que cet effort (le travail) soit apporté. »

Devant les représentants des mutuelles :

« On met un pognon de dingue dans les minima sociaux et les gens sont toujours pauvres. »

À Alger, lors d'une interview :

« La colonisation, c'est un crime contre l'humanité, c'est une vraie barbarie. »

Lors de la campagne électorale de la présidentielle 2022, il va chercher les électeurs chez les colonisateurs et s'adresse à « La grande famille des rapatriés », dont les Pieds-Noirs, afin de :

« Construire à terme une mémoire apaisée, partagée, commune à tout ce qu'ont été jusque-là les mémoires liées à la guerre d'Algérie et à la colonisation. »

Lors des festivités en l'honneur du 30^e anniversaire de la Déclaration des Droits de l'enfant, à une spécialiste de la question :

« Votre problème, c'est que vous considérez qu'un père c'est forcément un mâle. »

À l'occasion des travaux de rénovation de la Bibliothèque nationale.

« L'épicentre de la culture française n'est plus sur les rives de Seine, mais dans le bassin du fleuve Congo. »

À Montpellier, à l'occasion d'un sommet France-Afrique :

« La France a une dette envers l'Afrique... On ne peut pas avoir une France qui construit son propre roman national si elle n'assume pas sa part d'Africanité. »

À propos d'un entretien dans la revue bobo *Zadig*, Macron déclare :

« *J'aime énormément la Seine-Saint-Denis [département comportant la plus grande concentration de population étrangère en France] ; il ne manque que la mer pour faire la Californie.* »

En campagne présidentielle de 2022, il tente de dire qu'il aime cette France qu'il maltraite tant... Quel charabia ! Ou parler pour ne rien dire :

« *Elle a une Histoire millénaire devant elle.* » (?) *C'est ça que je porterai.* » « *La France, c'est une Histoire folle constamment réécrite.* » (?) « *Elle regarde devant. C'est ça, la France.* » (?) « *Ceux qui, par leurs projets et leurs ambitions, ont fait oublier les raisons qu'on avait de ne pas vivre ensemble.* » (?)

Texte envoyé à Olivier Véran le monsieur Loyal du cirque covidesque, révélé par l'hebdomadaire Le Point :

« *Tiens bon, on les aura ces connards !* » Les « connards » étant les non-vaccinés.

Le contenu de ce texte ne pouvait qu'amener quelques mois plus tard la cerise sur le gâteau. Le 3 janvier 2022 en pleine « pandémie » à propos du passe vaccinal et à trois mois de la Présidentielle :

« *C'est une toute petite minorité qui est réfractaire [les non-vaccinés]. Celle-là, comment on la réduit ? On la réduit, pardon de le dire, comme ça, en l'emmerdant encore davantage. Moi, je ne suis pas pour emmerder les Français. Je peste toute la journée contre l'administration quand elle les bloque. Eh bien là, les non-vaccinés, j'ai très envie de les emmerder. Et donc on va continuer à le faire jusqu'au bout.* »

L'art et la manière de déclasser au titre de non-citoyens les Français récalcitrants traités de « gaulois réfractaires » et « d'irresponsables » :

« *Quand ma liberté vient menacer celle des autres, je deviens un irresponsable. Un irresponsable n'est plus un citoyen.* »

*

Lourdes

À Lourdes, un citoyen, excédé par le culot du personnage présidentiel, lui lance avant d'être fermement saisi et arrêté par la sécurité : « Honte à vous M. le Président ! Vous êtes un athée primaire. Vous n'avez aucune raison d'être ici. »

Il se trouve que Macron, en tournée de racolage électoral, était à la pêche aux voix catholiques au sein du sanctuaire marial (1), ce qui est contraire à la tradition républicaine, au respect du sacro-saint principe de laïcité — si j'ose dire en ces lieux saints. Il est le premier Chef d'État à violer ce principe. Certains ont objecté que Pétain avait créé le précédent. Sauf que le Maréchal était catholique et n'était pas républicain.

Chose incroyable, un pèlerinage en cours a été détourné pour former une haie d'honneur et applaudir le Président, puis l'accueillir dans un bain de foule ! Une photo prise du haut de l'immeuble de l'administration du sanctuaire montre clairement le sacrilège. Sur l'autre rive du Gave, on aperçoit la grotte délaissée par les pèlerins.

Pauvre sainte Bernadette Soubirous, qui, de Lourdes, s'était réfugiée à Nevers, quittant son pays natal et sa chère famille afin de ne pas avoir sous les yeux ce qu'elle pressentait : que le sanctuaire devienne un parc d'attraction et qu'elle-même ne soit transformée en marionnette de foire !

Allez, Bernadette ! Ton esprit est resté sauf, et ton souvenir suscite plus que jamais la dévotion de tant d'âmes humbles et contristées venues soulager en ton nom sanctifié leurs peines et leur souffrance aux pieds de la sainte Vierge Marie.

1. Selon le Président lui-même, il serait venu enfant plusieurs fois à Lourdes en compagnie de sa grand-mère maternelle, résidente du département (Hautes-Pyrénées). On ne peut pas dire que sa fréquentation du sanctuaire

marial ait fortifié chez lui une saine vision de la vie. Quand on connaît le personnage et qu'on le voit à l'œuvre, c'est le moins qu'on puisse dire.

*

Affaire des Algériens de Paris

Lors du soixantième anniversaire du 17 octobre 1961 commémorant les massacres d'Algériens à Paris, Macron s'est cru obligé de présider la cérémonie. Il rompait ainsi avec la tradition des Présidents de la République consistant à ne pas cautionner par leur présence une manifestation partisane, considérée à la limite de la légalité, voire terroriste. Mais quand il s'agit de se montrer en toute occasion et d'être en permanence dans la repentance culpabilisatrice au nom du peuple français, rien ne l'arrête. Même pas dans son intervention, en parlant de « *crimes inexcusables commis cette nuit-là* » (sous l'autorité du préfet de police Maurice Papon).

Rappelons que la France était encore dans la guerre d'Algérie, qui prendra fin le 19 mars 1962 au lendemain des accords d'Évian. D'autre part, Le FLN algérien, classifié organisation terroriste, avait commis des milliers d'attentats sur le sol français.

Mais surtout, sans entrer dans le détail, M. Macron aurait dû examiner le rapport de la commission d'enquête mandatée à ce propos par le Premier ministre socialiste Lionel Jospin (ex-trotskiste), commission dont la rapporteur fut le conseiller d'État socialiste Mandelkern : on ne peut être plus à gauche pour traiter l'affaire algérienne. Monsieur Macron aurait-t-il pu entendre une autre vérité sur cette répression policière, un son de cloche autre qui sonne juste ? Mais est-il un mensonge qui peut arrêter M. Macron ?

*

G7 de Biarritz

Détricotage de la loi littoral-montagne de 1986 visant à limiter la protection de l'environnement au bénéfice des grands bétonniers du Cac 40 et autres promoteurs publics ou privés.

Projet de privatisation de l'Office National des Forêts au profit des spéculateurs et autres investisseurs de fonds.

Nomination par Macron de la pétroleuse ukrainienne Inna Chevtchenko comme membre du Conseil consultatif pour l'égalité femmes-hommes. Cette lesbienne revendiquée est connue pour être la cheffe co-fondatrice du mouvement *Femen*, ces féministes hystériques et hurleuses dont l'arme de combat est de manifester dépoitraillées. Elle s'était déjà fait remarquer, entre autres, pour avoir investi avec un groupe de *femen* Notre-Dame de Paris, et fait résonner à coups de marteaux des cloches en exposition, fraîchement restaurées. Elle s'est également distinguée à propos d'un timbre de la Poste émis à son effigie en *Marianne de la jeunesse* (sic), précisant : « Désormais, tous les homophobes, extrémistes, fascistes devront lécher mon c.l pour envoyer une lettre. » Introduite en France au titre de réfugiée « politique » sous la Présidence Hollande, elle était poursuivie par la justice ukrainienne pour avoir scié à la tronçonneuse un calvaire public du Christ en Croix, élevé en hommage aux victimes du communisme. Aurait-elle craint de subir dans son pays le même sort qu'elle a réservé à la Croix du Christ ?

*

Signature du Pacte mondial des migrations

Pacte dit de Marrakech visant à considérer les déplacements migratoires non plus comme une des conséquences tragiques de la guerre ou quelconques autres causes naturelles, mais comme un **mouvement normal de déplacement des populations à l'échelle planétaire**, auquel chaque signataire s'engage à tout mettre en œuvre pour l'accueil des migrants.

L'objectif 17 du pacte précise que les États s'engagent « à éliminer toutes les formes de discrimination et à condamner et combattre les expressions, les manifestations et les actes de racisme, de discrimination raciale, de violence et de xénophobie visant tous les migrants », notamment par des « campagnes de sensibilisation » du public. Il invite également les États

signataires à « sensibiliser et informer les professionnels des médias sur les questions migratoires et la terminologie adaptée » et à « [cesser] d'allouer des fonds publics ou d'apporter un soutien matériel aux médias qui propagent systématiquement l'intolérance, la xénophobie, le racisme et les autres formes de discrimination envers les migrants. »

Le pacte de Marrakech est l'officialisation du grand remplacement et du meltingpotage mondial des populations (brassage interracial et multiculturel-sic), désormais dépouillées de leur identité existentielle et de leur dignité d'êtres humains.

*

Traité d'Aix-la-Chapelle, Macron-Merkel

Deux dispositions visant à :

- 1) Encourager la coopération transfrontalière et renforcer les liens de part et d'autre de la frontière, notamment le rôle essentiel des collectivités territoriales.
- 2) Accélérer le bilinguisme dans les territoires transfrontaliers.

Saisir l'intention réelle : dépêchons-nous de dissoudre les nations européennes et de faire disparaître les peuples autochtones en même temps que les frontières, et imposons l'État totalitaire européen, ou le retour du communisme à la soviétique qui nous manque tant.

*

Immigration

Dans un moment d'égarement et parce qu'il fallait bien dire quelque chose, M. Macron s'est intronisé champion de la lutte contre l'immigration. Et le nouveau champion de la lutte contre l'immigration — mais qui oublie de fermer les vannes causes de l'invasion migratoire — de préciser : « *L'immigration est un sujet qu'il est temps de regarder en face (plus qu'un sujet, c'est un drame national !). Il faut préparer les Français aux défis qui font peur. Les bourgeois n'ont pas de problème avec cela : ils ne la croisent pas. Les classes populaires vivent avec.* » Et alors ?... On fait quoi ? Comme d'habitude, rien ; comme la violence de rue, comme l'insécurité permanente, on laisse faire les choses. Et comme toujours, on parle pour ne rien dire ou on jacte pour ne rien faire : l'art d'assener la chose et son contraire afin de contenter tout le monde sans avoir à se dédire.

*

État profond

M. macron s'est penché sur l'*État profond*. Alors qu'il s'adressait à l'Association de la presse présidentielle, suite de la visite de Vladimir Poutine au Fort de Brégançon — lui qui est l'une des plus actives marionnettes de cet État profond : État profondément occulte, mondialiste, apatride, cosmopolite et sans frontières —, a employé par deux fois l'expression dans son entretien. Tiens donc ! Le Chef de l'État français confirmerait-il en personne l'existence d'un « État profond » en France auquel serait soumis l'État légitime visible aux yeux de tous ? Ce ne serait donc plus un ragot de complotistes ? Ou serait-il devenu complotiste lui-même ?

La presse aux ordres a paru surprise, feignant de croire qu'elle découvrait l'expression : « État profond », « Cette étonnante expression utilisée par Emmanuel Macron... » D'après cette presse peu « profonde », il aurait dû employer l'expression « État souterrain ». Il entendait ainsi parler de la haute Administration de l'État français — dont le haut fonctionnaire qu'il est ne fait pas partie, évidemment —, haute Administration qui se comporterait telle un État parallèle totalitaire, indépendant du pouvoir central légitime, ce que ne serait pas, là aussi on l'a compris, l'État français.

L'État profond dont M. Macron parle ne correspond en rien à la réalité. Il ne s'agit ici que des grands corps de l'État et de l'ensemble de la haute fonction publique. Le véritable État profond c'est évidemment le Nouvel Ordre Mondial et ses innombrables relais occultes à travers le monde

de la finance et de la politique ramifiés au sein des États, et soutenus par l'ensemble des organismes de propagande locaux, fondations, ONG, mouvements associatifs, presse couchée, voire entreprises...

*

Censure tous azimuts

Dernier cadeau empoisonné (un parmi d'autres) que M. Macron laisse au peuple Français qu'il n'a jamais cessé d'« emmerder » durant les cinq longues et pénibles années de sa Présidence, est la mise en place de la commission Bronner pour lutter contre les *fake news* (fausses informations) et la désinformation, et réguler les plateformes numériques.

Derrière l'intégration de la loi pour l'installation par défaut du contrôle parental et la création du service Viginum contre les ingérences numériques étrangères, le rapport reprend quasiment l'intégralité de la Loi Avia contre les contenus « haineux » en ligne que le Conseil Constitutionnel avait retoquée, la vidant quasiment de son contenu.

Mais surtout, dans ses recommandations, il reprend la lutte contre les journaux ou organes de presse et réseaux sociaux selon le principe des *Sleeping Giants*, une officine anonyme d'origine américaine dénonçant les annonceurs faisant de la publicités dans la presse non-politiquement correcte. Il s'agit de faire pression auprès des gros comptes publicitaires. Du coup l'idée du gouvernement serait de reprendre la formule d'un point de vue judiciaire avec sanctions pénales à la clef, l'opération consistant de fait à mettre en œuvre une nouvelle loi de censure en usant d'une forme de chantage institutionnel.

En somme un dispositif de type rouleau compresseur contre la liberté d'expression, venant renforcer les nombreuses dispositions déjà existantes pour toujours plus censure et d'enferment social de l'individu.

Après l'obligation vaccinale et le récent passe-vaccinal, il ne restera plus qu'à entourer les villes de barbelés, de miradors, et à placer des *check point* à chaque entrée. Si après cela nous ne sommes pas dans un système totalitaire, qu'est-ce que la Liberté ?

Attendons maintenant les nouveautés qui vont ne pas manquer d'arriver de l'Union Euro-Soviétique et du sieur Macron soi-même pour encager plus sûrement le peuple français, le faire taire, le brider plus que jamais. Dans la corbeille : la monnaie numérique, le crédit social ou hélicoptère monnaie, l'identification numérique... Puis voir ce qu'il en sera du septième-bis ou huitième Président de cette République bâtarde que l'on fait scandaleusement passer pour française — je veux dire qu'elle n'a rien, mais strictement rien de français.

Le point de départ de cette analyse étant Mai 68, faut-il inclure de Gaulle dans la galerie ? Pour résumer, de Gaulle c'est 50/50 de bonne et mauvaise part. La mauvaise part est très mauvaise : d'abord le lâchage en rase campagne de l'Empire colonial français dans des conditions honteuses et désastreuses pour les deux parties ; puis, entre autres, l'introduction des communistes dans l'appareil d'État, particulièrement en élevant le déserteur, saboteur et traître, Maurice Thorez, au rang de ministre d'État, ministre de la fonction publique, après de sombres tractations entre de Gaulle, chef du Gouvernement provisoire, et Staline. De ce Thorez naîtra, en 1946, le fameux statut du même nom (revu et renforcé en 1983 par un autre communiste, Le Pors), qui, 70 ans après, fait de la fonction publique française une monstruosité étatique, unique dans le monde occidental, et de l'État français un État cryptocommuniste. Autre mauvaise part à mettre au passif du gaullisme, la destruction de l'agriculture paysanne de tradition, la désertification des campagnes, et l'industrialisation productiviste à outrance de l'agriculture intensive moderne, calquée sur le modèle américain. Aucun de ses successeurs ne contreviendra à ces trahisons. Bien au contraire.